



## Ecoles Européennes en danger

### **LES ECOLES EUROPEENNES ont de graves problèmes.**

### **Sept raisons, Six problèmes et quatre revendications de U4U**

Les écoles Européennes font face à des multiples problèmes. Déjà nombre de parents quittent ces écoles et certains optent pour un enseignement privé malgré un coût souvent exorbitant.

*Quelles sont les raisons, que faut-il faire, l'analyse de U4U.*

**Les écoles Européennes sont en difficulté notamment à cause des 7 raisons suivantes :**

A. Au cours des dernières années et pour les 13 écoles Européennes « publiques » :

1. Le coût des Ecoles a été réduit suite à la diminution du salaire des enseignants détachés, mais ce gain n'a pas été pris en compte lors des adaptations de leur budget général.
2. Le Budget reste plutôt stable tandis que chaque année le nombre des élèves est augmenté d'environ 500 personnes par année, ce qui fait que le budget disponible par élève baisse depuis longtemps.
3. Les Etats membres et la Commission ont décidé d'introduire un nouveau mécanisme de partage des coûts (« Cost sharing ») qui se révèle inefficace.
4. Les conditions d'emploi des enseignants recrutés localement (« Chargés de cours ») laissent toujours à désirer.
5. La moitié des enseignants ne sont plus des enseignants détachés par les Etats Membres comme le prévoit la Convention des écoles Européennes, mais des enseignants recrutés localement, ce qui augmente le coût supporté par le Budget de la Commission et diminue la somme disponible pour d'autres dépenses des écoles.
6. Environ 20.000 de nos élèves apprennent l'anglais mais le Royaume Uni bientôt ne sera pas Etat membre et il sera difficile de trouver des enseignants anglophones détachés ou recrutés localement.

7. Un nombre des quatorze nouvelles écoles Européennes dites « accréditées » (le plus souvent privées) ont vu le jour grâce au système d'accréditation, mais qui sont déjà en compétition avec les treize écoles « publiques » pour attirer les meilleurs enseignants.

B. Ce qui précède a six retombées néfastes et problématiques:

1. Nous avons actuellement moins de ressources par élève aussi bien au primaire et au secondaire et une surpopulation inacceptable notamment au sein des quatre écoles à Bruxelles et aux deux écoles de Luxembourg (et aussi ailleurs).

2. Une proportion radicalement plus faible d'enseignants détachés en raison du mécanisme de partage des coûts.

3. Il y a des difficultés croissantes à recruter et à retenir du personnel détaché venant de certains États membres notamment des pays du « Nord » à cause de rémunérations peu attractives pour eux.

4. Il y a des difficultés croissantes à recruter et retenir les enseignants recrutés localement en raison des conditions d'emploi non compétitifs par rapport à d'autres employeurs.

5. Il est de plus en plus difficile d'engager des enseignants possédant des compétences particulières, notamment des enseignants anglophones qui doivent s'expatrier mais qui sont rémunérés comme « recrutés localement ».

6. Le support aux élèves qui ont des problèmes se voit réduit faute de budget adéquat.

**Pour que les écoles européennes puissent continuer à remplir leur mission, et de répondre aux attentes légitimes des parents, dont une grande partie travaille aux institutions, U4U présente quatre revendications :**

1. Les écoles Européennes doivent être dotées de ressources budgétaires adéquates et de bâtiments adaptés à la mission d'enseignement et au nombre maximal permis d'élèves.

2. Il faut des enseignants en nombre suffisant et qui puissent par leurs qualifications répondre efficacement à leur mission, et qui auront des conditions d'emploi adéquates.

3. Les écoles Européennes, en coopération avec la Commission, doivent adopter une politique de détachement d'enseignants fondée sur les besoins réels de l'enseignement des différentes matières et non sur base du nombre d'élèves par nationalité (Système actuel qui est une des causes du problème)..

4. La méthode de contributions aux coûts par les Etats membres (« Cost sharing ») doit être profondément révisée pour permettre un partage des coûts qui respecte les besoins objectifs de fonctionnement et les intérêts des élèves.

## Annexe

Ecoles européennes de Belgique									
Rentrée de Sept 2017 - population scolaire									
	Population scolaire	Cat 1	Cat 2	Cat 3	% Cat 1	% Cat 2	% Cat 3	Capacité officielle	% Surcapacité
Uccle	3423	3324	34	65	97,11	0,99	1,90	3100	110,42
Berkendael	320	317	0	3	99,06	0,00	0,94		
Woluwe	3104	2994	43	67	96,46	1,39	2,16	2850	108,91
Ixelles	3059	2946	37	76	96,31	1,21	2,48	2650	115,43
Laeken	2777	2671	46	60	96,18	1,66	2,16	2800	99,18
Mol	733	157	4	572	21,42	0,55	78,04		
Total :	13416	12409	164	843	92,49	1,22	6,28	11400	

Budget 2018	Total Budget	Contribution UE	Other contributions (States & Parents)
Uccle	39 854 716,00	31 797 038,00	8 057 678,00
Woluwe	34 822 900,00	26 136 107,00	8 686 793,00
Ixelles	32 188 137,00	25 566 613,00	6 621 524,00
Laeken	27 320 052,00	22 087 003,00	5 233 049,00
Mol	11 837 261,00	6 458 931,00	5 378 330,00
Total	146 023 066,00	112 045 692,00	33 977 374,00

Total Budget 2019 toutes écoles - Recettes	€	%
Etats Membres	50 299 201,00	15,46
Institutions	250 169 608,00	76,90
Parents	21 567 430,00	6,63
Autre	3 267 227,00	1,00
Total	325 303 466,00	



## European Schools in danger

The European Schools are facing difficulties for the following seven reasons:

### A. Over recent years and for the 13 “public” European Schools:

1. The cost of the Schools was reduced following salary cuts for teachers on secondment, but this saving was not taken into account when adjusting their annual budget.
2. The Budget remains relatively stable, although the number of pupils has risen by approximately 500 children per year.
3. The Member States and the Commission decided to introduce a new cost sharing mechanism, which proved to be ineffective.
4. The conditions of employment of locally recruited teachers (“*Chargés de cours*” in French) are still unsatisfactory.
5. Half of the teachers are no longer sent on secondment by the Member States, as stipulated by the European Schools Convention, but teachers who are recruited locally, which increases the cost borne by the Commission budget and reduces the sum available for other school spending.
6. Approximately 20,000 pupils learn English, but the United Kingdom will soon no longer be a Member State. It will become difficult to find locally recruited or seconded teachers who are native English speakers.
7. Fourteen new “accredited” European Schools (mostly private) have opened as a result of the accreditation system, but they are in competition with the thirteen “public” European Schools to attract the best teachers.

### B. The above have six problematic consequences:

1. We currently have fewer resources per pupil at both primary and secondary level and are experiencing an unacceptable oversubscription, especially at the four schools in Brussels and the two in Luxembourg (as well as elsewhere).
2. We are seeing an imbalance in the teaching population and, in particular, a drastically reduced proportion of teachers on secondment, due to the cost sharing mechanism.
3. It is becoming increasingly difficult to recruit and retain staff on secondment from some Member States, especially the “Northern” countries, due to salaries that are unattractive to them.

4. It is becoming increasingly difficult to recruit and retain locally recruited staff due to uncompetitive employment conditions compared to other employers.
5. It is becoming increasingly difficult to hire teachers with specialist skills, particularly native English speakers, who have to move abroad, but are paid as “locally recruited” staff.
6. Support for children with problems has been reduced due to inadequate funding.

For the European Schools to be able to continue to fulfil their mission and meet the legitimate needs of parents, most of whom work for the institutions, U4U is making four demands:

1. The European Schools must be given adequate budgetary resources and buildings suitable for purpose and for the maximum authorised number of pupils.
2. We need an adequate number of teachers who have the qualifications needed to perform their duties effectively, and who must be given suitable employment conditions.
3. The European Schools, in cooperation with the Commission, must adopt a teacher secondment policy based on the real teaching needs in different subjects rather than on the basis of the number of pupils per nationality (as is presently the case, which is one of the causes of the problem).
4. The cost sharing contribution method of the Member States must be radically revised to enable cost sharing that meets key operational requirements and the interests of the pupils.